



La MONDIALISATION

Émergences et Fragmentations

Pierre-Noël Giraud

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

Extrait de la publication

LA MONDIALISATION

Maquette couverture et intérieur : Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur
www.scienceshumaines.com
www.editions.scienceshumaines.com

Diffusion : Seuil
Distribution : Volumen

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de
reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen,
le présent ouvrage sans autorisation de
l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2012**

38, rue Rantheaume

BP 256, 89004 Auxerre Cedex

Tél. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26

ISBN = **9782361061128**

LA MONDIALISATION

ÉMERGENCES ET FRAGMENTATIONS

Pierre-Noël Giraud

La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines

Une collection dirigée par Véronique Bedin



Extrait de la publication

Nouvelle édition revue et augmentée.

Introduction

Aujourd'hui, le débat sur la mondialisation s'élargit : on envisage désormais sérieusement de changer de capitalisme, tant on est mécontent des performances du dernier. Les interventions fracassantes d'un Joseph Stiglitz, dont on n'omet jamais de dire qu'il est lauréat du prix Nobel d'économie et qu'il fut chef des conseillers économiques de Bill Clinton pour bien souligner qu'il n'a rien d'un « gauchiste », ou encore les préoccupations croissantes à l'égard du laminage des classes moyennes dans les pays riches qui émanent même d'un Paul Krugman, autrefois le porte bannière du vaste club des convaincus que « la mondialisation n'est pas coupable », sont autant de signes que le débat entre économistes « académiques » s'anime.

Avec la conjonction de la crise financière de 2008, d'alarmes croissantes concernant le changement climatique, de la misère persistante dans de nombreux pays, des pressions migratoires jugées « insupportables » et enfin du « terrorisme » que cette misère est censée engendrer, le débat sur la mondialisation se déploie désormais sur fond de questions plus radicales à propos de l'avenir même des capitalismes. C'est-à-dire de leur capacité à affronter ce que l'opinion éclairée perçoit comme les deux défis fondamentaux de l'humanité pour le siècle en cours : l'éradication de la grande pauvreté et la sauvegarde de la planète.

Il semble que le libéralisme économique et politique, dont les gouvernements et une bonne part des intellectuels américains et britanniques se sont faits les hérauts, ne parvienne plus à convaincre qu'il est le mieux placé pour résoudre ces problèmes. Les réformistes sont de retour. Être

interventionniste n'est plus démodé. C'est désormais « une meilleure gouvernance » et non « moins d'État et plus de compétence sur tous les marchés » qu'on préconise dans les milieux savants. Pour beaucoup, une inflexion profonde de la mondialisation et des transformations significatives du capitalisme actuel sont indispensables, car il a « perdu la tête »¹. Aujourd'hui, les libéraux qui continuent d'affirmer que les troubles de la finance viennent de trop d'interventions étatiques, en particulier d'une désastreuse politique monétaire, ainsi que ceux qui reconnaissent le changement climatique mais affirment que l'homme n'y est pour rien et que les « sectes écologiques » nous détournent des vrais problèmes de l'humanité, sont plutôt sur la défensive.

Un cycle toucherait ainsi à sa fin. Une fin annoncée et provoquée par trois ruptures idéologiques successives et groupées en ce début de siècle. La dernière en date est celle dont nous venons de parler : un possible tournant réformiste en économie. La rupture précédente fut la fin de l'hégémonie idéologique américaine, dont l'Amérique elle-même a fini par prendre acte en élisant Obama. Après les mensonges préparant la guerre en Irak et depuis l'échec manifeste d'une intervention qui a plongé ce pays dans le chaos, plus personne ou presque ne croit que l'Amérique ait mission de propager dans le monde les deux moyens fondamentaux d'un dépassement de l'histoire : le capitalisme libéral et la démocratie représentative. Auparavant, au début de ce siècle, la troisième rupture fut la fin de ce qui aujourd'hui apparaît avoir été un véritable « maccarthysme anti totalitaire ». Au milieu des années 1970, après la fin des années militantes, il était en effet devenu pratiquement impossible de se révolter contre quoi que ce soit, si ce n'est une atteinte à l'environnement naturel, sans passer immédiatement pour un bourreau totalitaire en puissance. La réputation désormais mondiale de philosophes tels que Zizek ou Badiou, qui invectivent le capitalisme et proclament haut et fort qu'il faut tenir bon sur le mot « communisme » et réinventer son contenu, est un témoignage que l'interdiction est levée : on a désormais de nouveau le droit de se révolter, même contre le capitalisme !

1- Voir par exemple : Joseph Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, Le livre de poche.



En est-il bien ainsi ? En économie, une fin de l'hégémonie intellectuelle libérale suivie d'une transformation significative du capitalisme est-elle vraisemblable ? Ou plus précisément, quelles en seraient les conditions ? Telle est la question à laquelle ce livre propose une réponse. Cela passe bien évidemment par un bilan de la mondialisation. Bilan destiné à cerner ses dynamiques profondes, de manière à bien mesurer l'ampleur du tournant à prendre et du type de politiques à mettre en œuvre, si l'on veut vraiment changer de capitalisme. Un tel bilan se doit d'adopter des concepts et des méthodes d'analyse économique qui donnent pleinement droit à deux caractéristiques fondamentales de la mondialisation :

- La diversité des capitalismes

Tout capitalisme présente des configurations singulières du couple (État - marchés). À chaque époque coexistent toujours plusieurs types de capitalisme. La mondialisation n'est certainement pas l'adoption généralisée du capitalisme « anglo-saxon ». On soutiendra même qu'elle accroît la diversité des capitalismes.

- La nature dynamique des phénomènes économiques profonds

L'essentiel de la théorie économique actuelle est consacré aux modèles d'équilibre. Mais dans le monde réel, les équilibres ne sont jamais atteints et les dynamiques résultent en général de tendances contradictoires, dont le résultat dépend beaucoup des conditions initiales et des conditions sociales dans lesquelles elles se déploient. On verra par exemple que la mondialisation engendre à la fois des destructions et des créations d'emplois, dont la résultante peut varier selon les territoires et les périodes. On verra qu'elle réduit certaines inégalités et en aggrave d'autres.

Nous proposons donc, pour compléter l'analyse économique traditionnelle, un petit nombre de concepts aptes à analyser les dynamiques des singularités de la mondialisation. Ces concepts sont : les territoires, les acteurs capitalistes nomades et sédentaires, les emplois soumis à la compétition internationale et ceux qui en sont protégés ; et dans le domaine de la finance : les « modèles d'interprétation » du prix des actifs, le « mistigri ». Sur cette base, nous proposons un modèle original d'analyse des

effets de la mondialisation sur les inégalités internes aux pays².

La mondialisation actuelle a certes des précédents, mais elle est singulière. Elle est la combinaison de trois « globalisations » : globalisation des firmes, globalisation de la finance et globalisation numérique. Nous la caractérisons comme une généralisation des compétitions : mise en compétition généralisée de l'ensemble des territoires et des sédentaires qui les habitent par les firmes globales, des acteurs nomades par excellence ; mise en compétition généralisée des firmes globales par les investisseurs institutionnels de la finance globale de marché. Ce processus aggrave fortement certaines inégalités et en réduit spectaculairement d'autres.

En effet, jusqu'aux années 1980, le monde était encore divisé, grossièrement, entre 1 milliard de riches essentiellement concentrés dans les pays riches et 5 milliards de pauvres habitant le tiers-monde. Aujourd'hui, en simplifiant : il y a toujours 1 milliard de riches, mais il s'en trouve de plus en plus dans l'ex tiers-monde, 4 milliards d'individus sont (et c'est la grande bonne nouvelle) engagés de façon probablement irréversible dans un processus de rattrapage des riches, mais 1 milliard d'individus, le « milliard d'en bas » selon la frappante expression de Paul Collier « *The Bottom Billion* », s'enfoncent dans la pauvreté, les guerres et l'humiliation. Parmi eux, il s'en trouve de plus en plus dans les pays riches. La mondialisation favorise les émergences rapides et provoque des fragmentations. Elle n'unifie pas le monde, elle le morcelle.

La cartographie des débats sur la mondialisation montrera qu'ils s'organisent autour de trois grands thèmes :

- La mondialisation et les inégalités économiques

Les réduire est son plus grand succès pour les uns. Elle les aggrave pour les autres.

- L'instabilité de la finance globale de marché

Pour les uns, l'instabilité est surtout provoquée par des interventions étatiques et une politique monétaire trop laxiste. Par ailleurs,

2- Ces concepts ont été initialement exposés dans Pierre-Noël Giraud, *L'Inégalité du monde* (Gallimard, 1996) et *Le Commerce des promesses* (Seuil, 2001, édition revue et augmentée en 2009).



ils estiment que l'instabilité est le prix, léger, à payer pour une économie nettement plus dynamique. Pour d'autres, elle est inévitable, elle enrichit les riches et appauvrit ceux qui sont déjà pauvres.

- La mondialisation et le développement soutenable

Avec des arguments diamétralement opposés presque point par point, certains estiment que la mondialisation, qui n'est pas gouvernée centralement, rend les États incapables d'empêcher les firmes et les consommateurs irresponsables de détruire l'environnement. D'autres se disent convaincus qu'elle facilite au contraire les négociations nécessairement mondiales sur la protection du climat et de la biodiversité.

Ces trois thèmes se ramènent tous à des questions d'inégalités. En effet, dans le débat sur l'instabilité financière il s'agit de savoir si les inégalités initiales qu'elle engendre ne sont pas compensées par un surcroît de croissance qui finira par les réduire. Le développement soutenable engage quant à lui un choix en matière d'équité intergénérationnelle. Dans quel état devons nous laisser à la génération suivante la planète dont nous avons hérité ? La question devient donc : la mondialisation accroît-elle ou réduit-elle les inégalités entre générations ?

Seule une analyse précise de l'ensemble de ces questions permettra d'argumenter une réponse à l'interrogation initiale : sommes-nous bien à la fin d'un cycle libéral et sur le point de changer de capitalismes ? Nous verrons que la réponse est : en l'état actuel des consciences, probablement non.

Chapitre I

UNE HISTOIRE DE LA MONDIALISATION

En toute rigueur, la mondialisation économique commence quand les premiers vaisseaux marchands européens font le tour de la Terre. Nous ne ferons cependant pas remonter le récit à l'origine, mais aux temps modernes, autrement dit à la grande rupture de la fin du XVIII^e siècle, celle des Lumières, des révolutions américaines, françaises et haïtiennes, de la révolution industrielle en Angleterre et de l'invention de l'économie (on parle à l'époque d'« économie politique ») par Smith et Ricardo. Ces derniers, avec Marx, continuent en effet d'exercer une profonde influence sur notre vision du monde. Smith et la main invisible du marché, considérée comme le plus sûr moyen d'atteindre au bonheur universel, l'emportant aujourd'hui sur Marx et son analyse du capitalisme comme mode de production contradictoire et dépassable.

Il n'est pas sans intérêt toutefois de jeter d'abord un regard rapide sur la période qui précède immédiatement la grande rupture, le monde du XV^e au XVIII^e siècle. Il était, selon Fernand Braudel, constitué d'« économies mondes » – Europe, Russie, Inde, Insulinde, Chine, monde islamique – qui n'avaient encore entre elles que très peu d'échanges économiques et connaissaient un niveau de richesse moyenne par habitant très comparable. L'économie monde européenne était dominée par un réseau de villes où de puissants entrepreneurs se jouaient du pouvoir des princes et des rois, alors qu'ils y étaient soumis ailleurs, en particulier dans les grands empires asiatiques. D'où une spécificité de l'Europe à l'époque qui, pour certains

dont Braudel, explique l'avance qu'elle a pris ensuite sur le reste du monde : une divergence entre l'espace de l'économie et l'espace de la politique étatique. Divergence qui s'est avérée favorable à une immense accumulation de richesses monétaires dans des firmes initialement commerciales et rapidement financières et manufacturières.

À ne regarder que ce réseau de villes riches, un observateur de l'époque aurait pu dire : « le monde est plat ». Les niveaux de vie moyens étaient les mêmes à Amsterdam, Gênes, Venise, Lyon ou Bruges. On y trouvait le même type d'acteurs économiques que nous qualifierons de « nomades », en intense interaction entre eux, surplombant une énorme masse de « sédentaires » englués dans ce que Braudel appelle la « civilisation matérielle », autrement dit l'économie de proximité. Bien évidemment, ce monde n'était pas plus plat qu'il ne l'est aujourd'hui¹, mais il est vrai qu'aujourd'hui comme alors, émerge un réseau de villes globales : New York, Londres, Bangalore, Shanghai, où règnent de puissants nomades surplombant une masse de sédentaires. Ainsi, par certains aspects, le monde actuel ressemble à l'Europe d'avant la révolution industrielle. En effet, l'interaction entre des réseaux d'acteurs globaux jouant des différences entre territoires et des pouvoirs politiques souverains sur des territoires limités, constitue la dynamique fondamentale de toute mondialisation. Aujourd'hui comme alors.

L'entrée dans les temps modernes : des inégalités sociales aux inégalités entre territoires

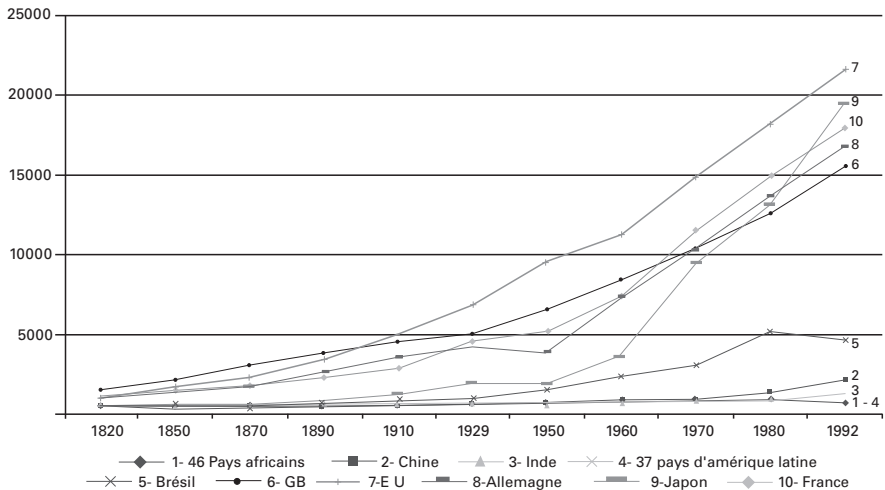
Le graphique suivant, tiré des travaux d'Angus Maddison, montre que l'histoire économique des deux derniers siècles est d'abord et avant tout celle d'une fragmentation. En 1820, le ratio du revenu par habitant du pays le plus riche – la Grande-Bretagne à l'époque – à celui de la zone la plus pauvre – l'Afrique – n'est que de 3,5. Puis, dans un petit nombre de pays qui ont connu la première révolution industrielle : la Grande-Bretagne d'abord, la plupart des pays européens ensuite, les États-Unis et le Canada, le

1- Malgré ce qu'en dit Thomas L. Friedman : *The World is flat*, Farrar, Straus et Giroux, 2005.



Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande enfin, les revenus par habitant augmentent continûment. À l'autre extrême, l'Asie et l'Afrique semblent victimes du phénomène anticipé par Malthus : la croissance économique y est presque entièrement absorbée par la croissance de la population, si bien que le revenu par habitant augmente très peu. Bien que les dernières données de Maddison datent de 1992, on perçoit nettement le décollage de la Chine à partir de 1980, et plus faiblement celui de l'Inde en dernière période. L'Amérique latine se trouve dans une situation intermédiaire. Elle commence à croître plus vite que l'Asie et l'Afrique à la fin du XIX^e siècle mais elle décroche à partir de 1950 du groupe des pays riches, le Brésil connaissant un sursaut dans la décennie 1970. Le ratio du revenu moyen par habitant du pays le plus riche de l'échantillon à celui des 46 pays africains de l'échantillon, qui était de 3,5 en 1820, passe à 7,2 en 1910 et à 17 en 1992.

PIB par habitant depuis 1820 (en \$ de 1990) selon Maddison



Source : Angus Maddison, *The World Economy*, Historical Statistics. OECD Publishing, 2003.

En rapprochant les données de Maddison et des données sur les inégalités internes aux pays, Bourguignon et Morrisson donnent un graphique (voir ci-après) beaucoup plus riche d'enseignements, car il mesure l'évolution des inégalités sur la même période. Bourguignon et Morrisson distinguent classiquement trois types d'inégalités : les inégalités internationales, mesurées par les écarts entre pays des revenus moyens par habitant ; les inégalités internes, c'est-à-dire la distribution des revenus à l'intérieur de la population d'un pays ; enfin les inégalités globales, mesurant la répartition des revenus au sein de la population mondiale considérée comme un ensemble, et qui sont évidemment la résultante des deux précédentes.

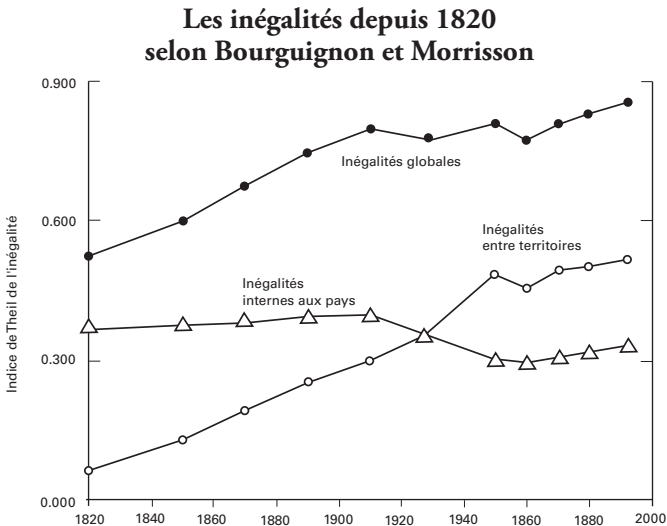
Il est beaucoup plus pertinent de raisonner en termes d'inégalités et d'évolution de celles-ci dans le temps, plutôt qu'en termes de niveau de richesse absolue.

La première raison est technique : il est assez difficile de mesurer l'évolution d'un PIB par habitant sur de très longue période, alors que le panier de biens produits a drastiquement changé. Dire, ce qu'indiquent les chiffres de Maddison, que le Japonais moyen « vit 28 fois mieux en 1992 qu'en 1820 (en pleine ère Edo, une sorte de perfection du système féodal) » est bien sûr qualitativement évident. Mais la mesure quantitative pose problème. La meilleure mesure quantitative de l'amélioration dans le temps long des conditions de vie est probablement l'allongement de la durée de vie elle-même. En revanche, dire « en 1992, l'Américain moyen dispose de 17 fois plus de biens et services que l'Africain moyen » est beaucoup plus précis, puisque l'ensemble des biens en principe à la disposition des uns et des autres est le même. La comparaison des revenus monétaires (au problème du taux de change près) fait alors sens.

La seconde raison, plus importante encore, est psychologique. Les individus perçoivent beaucoup mieux les richesses relatives, c'est-à-dire les inégalités, que l'évolution dans le temps de la richesse absolue. Au-delà d'un certain niveau de consommation qui satisfait les besoins fondamentaux en matière de nourriture, logement, santé et déplacements, on se perçoit riche ou pauvre essentiellement par rapport aux autres. À titre d'illustration du



caractère relatif des notions de richesse et de pauvreté, Dalton Conley², citant un sondage, rapporte qu'à la question : « Quand vous constatez que d'autres personnes ont beaucoup d'argent, est-ce que vous vous sentez pauvres ? », c'est le groupe des gens gagnants plus de 200 000 \$ par an qui donne le plus fort pourcentage de réponses positives !



Source : F. Bourguignon, C. Morrisson, « The size distribution of income among world citizens : 1820-1998 », *American Economic Review*, septembre 2002.

L'article de Bourguignon et Morrisson confirme évidemment la fracture illustrée par les chiffres de Maddison. Mais il apporte des précisions du plus grand intérêt.

- L'inégalité globale, c'est-à-dire entre citoyens du monde pris ensemble, augmente continûment depuis 1820, avec cependant une pause entre 1910 et 1960.
- L'inégalité globale est principalement commandée par l'inégalité entre territoires, qu'illustrent les chiffres de Morrisson.

2- Dans un article du *New York Times* du 2 septembre 2008 : « Rich Man's Burden ».

• L'inégalité interne a augmenté légèrement au cours du XIX^e siècle, puis de nouveau à partir de 1970. Elle s'est en revanche réduite au cours de ce que certains historiens ont appelé le « court XX^e siècle », c'est-à-dire entre la Première Guerre mondiale et les années 1980. L'essentiel de la réduction a cependant eu lieu entre 1910 et 1950, c'est-à-dire pendant une période considérée par certains économistes comme particulièrement calamiteuse. La question essentielle que posent les deux graphiques précédents est donc la suivante. D'un monde de territoires presque égaux entre eux au XVIII^e siècle³, au sein desquels régnait une immémoriale inégalité sociale entre une grande majorité végétant au niveau de subsistance et quelques riches privilégiés – les princes et les bourgeois – comment se fait-il qu'on soit passé au monde actuel, où l'essentiel des inégalités vient des inégalités entre territoires ? Les deux récits qui suivent apportent quelques éléments de réponse.

Premier récit :

Ascension, chute et victoire finale du libéralisme

Le premier récit, c'est celui des progrès chaotiques des idées libérales dans le domaine de l'économie et de la politique, en d'autres termes de l'« *open society* ». Il est bien résumé par Martin Wolf dans un chapitre intitulé : « *Raise, fall, and raise of a liberal global economy* » de son brillant livre contre les altermondialistes, *Why globalization works*⁴. Tout changement important de politique économique est toujours précédé d'une victoire dans le champ intellectuel de ceux qui la promeuvent. Le récit débute donc par la victoire intellectuelle de Ricardo, dont le moment décisif est la publication en 1817 de son œuvre majeure *Principes de l'économie politique et de l'impôt* qui démontre les avantages du libre-échange. Au milieu du siècle, le gouvernement de Grande-Bretagne abolit unilatéralement les lois qui protégeaient son agriculture, les « *corn laws* », et promeut avec un certain

3- D'autres études montrent que les écarts de revenus moyens entre l'Inde, la Chine, l'Europe et les États-Unis étaient encore plus faibles autour de 1750 qu'en 1820.

4- Yale University Press, 2005.



succès une politique de libre-échange des marchandises. Ainsi, la France du Second Empire signe un accord de libre-échange avec la Grande-Bretagne en 1860 (Accords Chevalier-Cobden), suivie peu après de l'Allemagne.

La libéralisation des échanges engendre une vague de mondialisation et de prospérité qui se prolonge jusqu'à la Première Guerre mondiale. La mondialisation favorise la diffusion de la révolution industrielle dans les pays qui adoptent le libre-échange, c'est-à-dire essentiellement l'Europe et ses colonies de peuplement. Ainsi que le Japon, mais uniquement après avoir été ouvert à coups de canons par l'escadre américaine du commandant Perry, preuve supplémentaire du rôle décisif de l'ouverture au monde dans la prospérité économique... Le retard du reste du monde s'explique essentiellement par le fait que les sociétés n'y étaient pas assez « ouvertes » au libre déploiement des nomades marchands, à commencer par les leurs. Le retard qu'elles ont commencé d'accumuler à partir du début du XIX^e siècle, et qui les rendra vulnérables à la seconde vague de colonisation qui se préparait, s'expliquerait par conséquent par des raisons culturelles et politiques.

Les dernières décennies du siècle jusqu'en 1914 (on admet ici que le XIX^e siècle se termine en 1914), « la Belle Époque », voient s'intensifier le commerce mondial, malgré des barrières douanières qui restent élevées. Mais encore plus les mouvements internationaux de capitaux, l'épargne des résidents de la vieille Europe finançant massivement les infrastructures et le développement des villes dans les pays alors émergents : l'Amérique, du Nord et latine principalement, mais aussi l'Europe de l'Est et la Russie (grâce aux fameux « emprunts russes »). Enfin c'est une époque d'importantes migrations, toujours de la vieille Europe vers les colonies de peuplement américaines et secondairement océaniques.

On considère aujourd'hui cette époque comme caractérisée par une puissante vague de mondialisation, une vague aussi – sinon plus – puissante (pour ce qui est du mouvement des hommes) que la vague actuelle.

Surgit alors, de manière assez inexplicable, le déchaînement des nationalismes qui conduit à l'effroyable catastrophe de la Première Guerre mondiale. L'Europe, qui s'était engagée dans un progrès économique et matériel apparemment sans fin et qui était le lieu d'une création scientifique et artistique sans égale depuis la Renaissance, semble vouloir se suicider. Keynes dans ses *Conséquences économiques de la paix*, un livre d'une grande lucidité sur les désastreuses conséquences du traité de Versailles, illustre parfaitement l'incompréhension qui frappe les libéraux éclairés de l'époque devant le surgissement irrationnel et destructeur de ce qu'il appelle le « serpent » du nationalisme et de l'impérialisme. Le caractère inexplicable d'événements survenus de la sphère politique et venant interrompre un essor économique sans précédent est incontestablement le point faible de ce récit.

La Première Guerre mondiale ouvre alors une période noire qui s'étend jusqu'à la fin de la Seconde. Déchaînement de l'inflation pendant la guerre, interdisant ensuite le retour au système de l'étalon-dollar qui avait été si favorable aux exportations de capitaux et à la stabilité monétaire. Crise financière de 1929, à laquelle les États réagissent par un protectionnisme défensif, puis agressif, qui plonge tous les pays dans la récession. Effondrement du commerce mondial et des flux internationaux de capitaux. Repli sur soi des économies. Victoire des fascismes et des socialismes, considérés comme deux négations nationalistes équivalentes (en termes d'idéologie et d'atrocités) du libéralisme économique et politique.

Heureusement, les leçons de ce cauchemar sont tirées après la Seconde Guerre mondiale. La conférence de Bretton Woods met en place un nouvel ordre monétaire international pivotant autour du dollar, seule monnaie convertible en or, et caractérisé par un système de changes fixes mais ajustables entre le dollar et les autres monnaies. C'est alors que sont créés le FMI et la Banque mondiale, destinés à financer pour le premier les ajustements conjoncturels des économies dans le système de changes fixes, pour la seconde la reconstruction et le rattrapage de l'Europe, d'abord, puis du tiers-monde. La période voit la libéralisation progressive du commerce mondial dans le cadre de

Chapitre VIII

FINANCE GLOBALE ET INSTABILITÉ 119

- La finance est indispensable,
ce n'est pas une superstructure parasitaire 119
- « Le commerce des promesses » :
formation du prix des actifs financiers 121
- Les excès nécessaires de la politique monétaire :
le mistigri 122
- La purge nécessaire du mistigri et ses différentes formes ;
les effets macroéconomiques de la finance 124
- Comment juger la globalisation financière ? 126
- Origines et enjeux des crises en cours 129
- La crise des dettes souveraines en Europe 130
- L'instabilité systémique 133
- Les déséquilibres des balances des paiements
et l'instabilité des changes entre les grandes monnaies 136

Chapitre IX

MONDIALISATION ET DÉVELOPPEMENT « DURABLE » 141

- Comment définir le développement durable ? 141
- À la recherche d'une norme d'équité intergénérationnelle 142
- Un grand nombre de questions environnementales
relèvent de l'économie sédentaire 144
- Les biens publics mondiaux 146



CONCLUSION	
LES POLITIQUES DE LA MONDIALISATION	149
– Les politiques étatiques	149
– La gouvernance mondiale	150
– Les conditions politiques de la réforme	152
– Le scénario de « l’homme inutile »...	154
– ... et les conditions de son dépassement	156
 ANNEXE	
– Un modèle d’évolution du PIB et de l’inégalité entre nomades et sédentaires d’un territoire	159
 TABLE DES MATIÈRES	163